

FORTIN, Marie-Josée, FOURNIS, Yann et L'ITALIEN, François (dir.) (2016) *La transition énergétique en chantier. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 205 p. (ISBN 978-2-7637-3033-2)

Julie GOBERT

Volume 60, Number 171, December 2016

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1041237ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1041237ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)

1708-8968 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

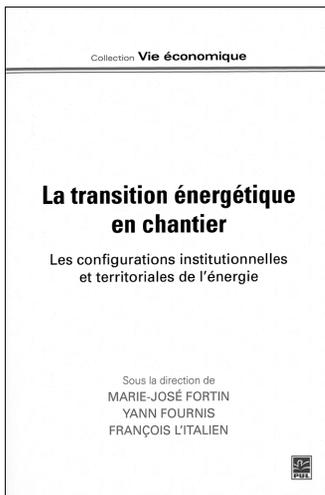
GOBERT, J. (2016). Review of [FORTIN, Marie-Josée, FOURNIS, Yann et L'ITALIEN, François (dir.) (2016) *La transition énergétique en chantier. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 205 p. (ISBN 978-2-7637-3033-2)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 60(171), 602–604. <https://doi.org/10.7202/1041237ar>

élève d'une école Waldorf en Allemagne. On en veut la preuve que «chaque être humain arrive à développer ses talents si on lui en donne l'occasion à son enfance» (p. 181).

Plusieurs photos et schémas couleur agrémentent un texte dont, ici et là, les longues descriptions empreintes d'une spiritualité à l'eau de rose parviennent à lasser. Par ailleurs, le lecteur ne peut retenir son admiration en présence de réalisations marquées du sceau de l'espérance.

André JOYAL

Centre de recherche en développement territorial
Trois-Rivières (Canada)



FORTIN, Marie-Josée, FOURNIS, Yann et L'ITALIEN, François (dir.) (2016) *La transition énergétique en chantier. Les configurations institutionnelles et territoriales de l'énergie*. Québec, Presses de l'Université Laval, 205 p. (ISBN 978-2-7637-3033-2)

La transition énergétique (TE) est au cœur de nombreux débats aux niveaux international et national, car il semble aujourd'hui incontournable de répondre à l'urgence climatique et de définir des solutions de rechange à l'usage des ressources fossiles. Ce défi pousse les nations, mais aussi les

territoires infranationaux, à définir des stratégies plus ou moins contraignantes; une panoplie de politiques et de mesures ont ainsi été mises en place. *La transition énergétique en chantier* vise, par des contributions de différentes disciplines, à mettre en question les configurations institutionnelles et territoriales dans lesquelles ces actions ont vu le jour et à analyser les liens entre production énergétique, retombées territoriales et choix stratégiques. Les auteurs de ces contributions se rejoignent dans leur volonté de montrer que les systèmes énergétiques sont ancrés territorialement et que les changements dans le domaine de l'énergie ne peuvent faire fi des caractéristiques locales, soient-elles institutionnelles, économiques, sociales, etc. En outre, la plupart des auteurs se réfèrent aux travaux de Amory B. Lovins, qui identifiait deux trajectoires des systèmes énergétiques : celle s'appuyant sur des dispositifs centralisés de production d'énergie à haute intensité capitalistique (*hard path*) et celle reposant sur des dispositifs décentralisés d'énergies renouvelables (*soft path*).

Une appréhension plurivoque des configurations institutionnelles de la transition énergétique

Dans le premier chapitre, René Audet analyse les discours sur la TE et par là-même les concepts développés et véhiculés sous ce terme. Cette réflexion lui permet de dissocier la vision descendante, où l'État est considéré comme un moteur des changements et la technique comme le moyen de trouver des solutions viables, et une vision plus ascendante, où les acteurs locaux agissent en fonction des spécificités de leur territoire. Toutefois, dans la lignée des *sustainability transition studies* (Grin, Geels, Shot...), des voies médianes existent selon les contextes sociaux et les pratiques.

Olivier Labussière propose d'étudier les nouveaux collectifs sociotechniques en émergence dans les processus de TE. Outre les potentiels technologiques, cette approche intègre l'attachement, l'appropriation et le partage de la ressource, les acteurs humains et non humains à l'œuvre et les nouvelles spatialités et temporalités.

Éric Pineault illustre la « pression à extraire » pour expliquer les choix politiques d'exploitation des hydrocarbures extrêmes au Québec. Ainsi en lien avec la théorie d'économie politique des *staples*, il explique la manière dont des forces convergentes (investissements importants et temps d'amortissement longs, ancrage méso et macro de la filière, dépendance sociale et économique des territoires...) induisent la capture de l'État par les secteurs extractifs et poussent de fait à la primarisation ou reprimarisation d'une économie comme celle du Canada.

Le chapitre d'Aurélien Évrard compare les politiques de TE de l'Allemagne et de la France, estimant qu'elles sont le résultat de représentations particulières qui induisent des arrangements institutionnels et des configurations spécifiques. Loin d'un constat manichéen opposant un modèle à l'autre, il montre au contraire les ajustements successifs et les arbitrages faits en fonction d'intérêts contradictoires, d'événements majeurs non prévus, etc. Dans cette veine comparative, Évariste Feurtey présente les résultats d'une recherche doctorale sur les mécanismes financiers et légaux déployés en France et au Canada pour soutenir les énergies renouvelables. Il se questionne sur leur efficacité selon trois types d'efficacité (capacité installée, coûts pour la société, acceptabilité sociale).

Yann Fournis et Marie-Josée Fortin étudient la trajectoire suivie par le Québec en reprenant en partie le schéma théorique des *sustainability studies* et en distinguant les évolutions aux niveaux de la niche d'innovation de la production éolienne, du régime sociotechnique et du paysage. Ils démontrent le lien fort avec le régime hydro qui a structuré et continue de structurer les politiques énergétiques, industrielles et territoriales du Québec. La naissance et l'ajustement du programme éolien ont pu se réaliser du fait de la vocation industrielle de ce sous-secteur de la diversification énergétique et d'une conjonction d'intérêts locaux et plus globaux.

La contribution de Marie-Claude Prémont revient sur le développement de la filière éolienne au Québec et présente, avec l'exemple de la Gaspésie, comment les acteurs ont cherché à maximiser et territorialiser les retombées locales.

Les deux derniers chapitres donnent à voir des systèmes de gouvernance énergétique locaux originaux : une coopérative d'énergie renouvelable au Nouveau-Brunswick et un dispositif d'actionnariat populaire pour un projet éolien en Alsace (Philippe Hamman et Guillaume Christen). Ce dernier cas n'est pas sans susciter un questionnement sur un possible processus de *gentrification* écologique, compte tenu des capacités inégales des acteurs à agir sur leur environnement et sur la force du paradigme technique.

Originalité de l'ouvrage

De nombreux ouvrages de recherche voient le jour pour explorer les enjeux de la transition énergétique (Cihuelo *et al.*, 2015; Scarwell *et al.*, 2015) et comprendre les ressorts, les résistances, les apories des changements institutionnels, économiques et sociétaux induits, lesquels ne concernent pas que la production d'énergie, mais aussi sa distribution, son ancrage spatial, ses modalités de consommation.

Cet ouvrage collectif présente l'originalité de proposer des réflexions théoriques et pratiques sur la manière dont l'évolution des systèmes sociotechniques énergétiques oblige ou révèle des évolutions des régimes institutionnels et politiques. Cependant, les choix passés, parce qu'ils ont irrigué toutes les dimensions d'une société (sur les plans économique, financier, politique, social...), influencent la structuration des politiques actuelles.

Si la transition énergétique et le recours aux énergies renouvelables apparaissent dans certains travaux comme un moyen de pacifier et décentraliser les systèmes énergétiques (Raineau, 2011), on constate cependant un phénomène de recentralisation des énergies renouvelables (Fournis, 2016) notamment parce que les exploitants

énergétiques historiques ont pris la mesure des changements à venir et de la nécessité pour eux de s'adapter, de spatialiser les réseaux d'énergie, de codéfinir des trajectoires territoriales spécifiques.

Allons-nous pour autant vers l'élaboration d'un nouveau contrat social énergétique (Szarka, 2007), sachant que la transition énergétique est marquée par un investissement plus fort de la société civile, une intégration plus exigeante des enjeux d'acceptabilité sociale et territoriale? L'ouvrage ne peut y répondre, mais nous offre des pistes de compréhension.

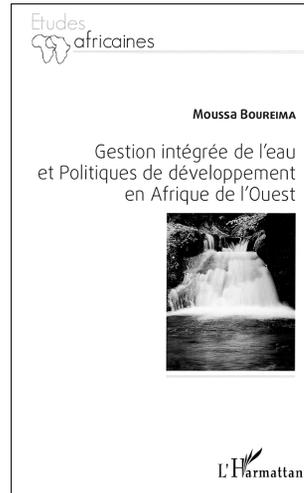
Le seul regret sera que l'éolien soit présenté comme la figure paradigmatique de la transition énergétique et que soient occultés, sur le temps plus long, les phénomènes d'apprentissage des acteurs, à la fois la société civile (allochtones et Autochtones pour le Canada), les grandes entreprises énergétiques et les gouvernements, qui expliquent aussi ces évolutions des configurations institutionnelles.

Références

- CIHUELO, Jérôme, JOBERT, Arthur et GRANDCLÉMENT, Catherine (dir.) (2015) *Énergie et transformations sociales. Enquêtes sur les interfaces énergétiques*. Paris, Lavoisier.
- RAINEAU, Laurence (2011) Vers une transition énergétique? *Natures Sciences Sociétés*, vol. 19, n°2, p. 133-143.
- SCARWELL, Helga-Jane, LEDUCQ, Divya et GROUX, Annette (dir.) (2015) *Réussir la transition énergétique*. Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion.
- SZARKA, Joseph (2007) *Wind power in Europe: Politics, business and society*. Basingstoke, Palgrave Macmillan.

Julie GOBERT

**CREIDD, Université de technologie de Troyes
LEESU, ENPC et Lab'Urba, Université Paris-Est
Troyes (France)**



BOUREIMA, Moussa (2016) *Gestion intégrée de l'eau et Politiques de développement en Afrique de l'Ouest*. Paris, L'Harmattan, 110 p. (ISBN 978-2-343-07566-2)

Promue en 2000 par le Partenariat mondial de l'eau, la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) a déjà fait l'objet de nombreuses publications et études scientifiques (Burton, 2001), (Gangbazo, 2004).

En effet, la gestion des ressources en eau est, aujourd'hui et partout dans le monde, une question centrale des politiques et stratégies de développement. Surtout que, au-delà du caractère précaire de l'eau et de sa qualité parfois douteuse dans certaines régions, nombre de sources d'eau présentent un défi supplémentaire à gérer du fait de leur caractère transfrontalier. De plus, l'importance de cette ressource, qui s'impose d'ailleurs comme incontournable, exige la nécessité d'en faire une gestion intégrant les défis auxquels elle et ses utilisateurs sont confrontés (pollution, raréfaction ...). En Afrique subsaharienne, le défi est d'autant plus grand que, en plus des conditions climatiques souvent rudes pour les ressources en eau, les États sont relativement jeunes (la plupart ayant eu leur indépendance dans les années 1950-1970) et en plein développement, les institutions n'étant par ailleurs pas très expérimentées. C'est dans ce contexte que l'auteur se propose de faire une analyse de la GIRE et des politiques de développement en Afrique de l'Ouest.